



Distr. : LIMITEE

E/ECA/CAMSDE/15/Rev.1
8 mars 1996

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains
responsables du développement durable
et de l'environnement

Réunion du Comité d'experts
8 et 9 mars 1996

RAPPORT
DE LA PREMIERE REUNION DU COMITE D'EXPERTS DE LA PREMIERE CONFERENCE
DES MINISTRES AFRICAINS RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT
DURABLE ET DE L'ENVIRONNEMENT

1

Y

A. Participation et organisation des travaux

1. La première réunion du Comité d'experts de la première Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement (CAMSDE) s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 4 au 7 mars 1996. La réunion a été officiellement ouverte par S.E. M. Haile Assegidie, Ministre des travaux publics et de l'urbanisme de la République fédérale démocratique d'Ethiopie. M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a également prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture de la réunion.
2. Ont participé à la réunion les Etats membres suivants de la Commission : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.
3. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après étaient présents : Autriche, Belgique, Canada, Chine, Inde et Fédération de Russie.
4. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), BNUS/PNUD, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Programme alimentaire mondial (PAM).
5. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) était représentée.
6. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) et Mission de la Ligue des Etats arabes auprès de l'OUA.
7. Des observateurs des organisations non gouvernementales suivantes étaient également présents: Hope for Women.
8. Le Comité a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	Sénégal
Premier Vice-Président :	Egypte
Deuxième Vice-Président :	Ethiopie
Troisième Vice-Président :	Rwanda
Rapporteur :	Malawi

9. Le Comité a mis sur pied un sous-comité à composition non limitée chargé de rédiger les résolutions à l'intention de la Conférence des ministres. Ce sous-comité était présidé par le Rwanda.

B. Ordre du jour

10. Le 4 mars 1996, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Exposé du secrétariat de la CEA sur la justification et le champ d'action de la Conférence.
5. Relever les défis du développement durable et de l'environnement en Afrique :
 - a)
 - i) Evaluation de la mise en oeuvre du programme Action 21 dans le cadre de la Position commune africaine;
 - ii) Directives pour l'examen approfondi de la mise en oeuvre du programme-Action 21 en Afrique;
 - iii) Rapport sur l'exécution du programme de travail relatif à l'environnement et au développement en Afrique, 1994-1995;
 - b) Mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable;
 - c) Progrès enregistrés dans l'exécution des programmes relatifs à la lutte contre la pauvreté en Afrique;
 - d) Promotion d'aliments non traditionnels comme source durable d'alimentation pour les populations pauvres vulnérables;
 - e) Formulation et application de politiques en matière d'établissements humains en vue d'atténuer les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines dans les pays africains;
 - f) Mise en oeuvre du plan d'action contenu dans la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000.
6. Préparatifs de la session extraordinaire de 1997 de l'Assemblée générale sur l'examen et l'évaluation d'ensemble du programme Action 21.
7. Questions diverses.
8. Adoption du rapport de la réunion.
9. Clôture de la réunion.

C. Compte rendu des travaux

Allocutions d'ouverture

11. M. K.Y. Amoako, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue à tous les représentants des Etats membres, des organisations internationales et des autres institutions. Il a fait remarquer que la Conférence se tenait conformément à la résolution 757 (XXVIII) de la CEA en date du 4 mai 1993 établissant les conférences thématiques. Il a signalé que l'objectif était de mettre au point une approche globale des réformes pour réaliser le

développement durable en s'attaquant aux problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Il a noté que le choix du thème de cette première session, à savoir "Relever les défis du développement durable et de l'environnement en Afrique" visait à promouvoir une approche collective axée sur les incidences réciproques entre l'agriculture, la population, l'environnement et les établissements humains.

12. Le Secrétaire exécutif a attiré l'attention sur le processus de rénovation de la CEA qui affinait et renforçait les directives pour de nouvelles orientations concernant les programmes. L'importance stratégique du thème de la session de la Conférence pourrait être déterminée par le fait qu'un des cinq domaines d'activité de la CEA devait être : "Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable". L'orateur a souligné les questions spécifiques dont était saisie la Conférence : a) programmer le développement durable grâce au lien existant entre la sécurité alimentaire, l'environnement, la population et les établissements humains; b) se préparer pour deux importantes réunions mondiales, à savoir Habitat II à Istanbul en juin 1996; et la session extraordinaire de 1997 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen et l'évaluation d'ensemble du programme Action 21 à New York; et c) examiner les questions institutionnelles et coordonner les activités et les calendriers des divers organes représentés à la Conférence.

13. M. Amoako a indiqué que la Conférence constituait un forum qui allait jouer un rôle important dans la promotion de la coopération entre les Etats africains et en leur sein et contribuerait à harmoniser les relations entre les divers organismes existants, à savoir la Conférence annuelle des ministres de la CEA, le Conseil des ministres et le Sommet de l'OUA et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Il a terminé en exprimant l'espoir que les travaux aboutiraient à des stratégies claires pour la CEA et ses partenaires pour la promotion d'une approche globale de la planification et de l'exécution de politiques et de programmes dans le domaine crucial du développement durable et de l'environnement.

14. Dans son allocution d'ouverture, S.E. M. Haile Assegidie, Ministre des travaux publics et de l'urbanisme, a mis l'accent sur l'importance de l'objectif de la Conférence des ministres africains, dont le thème était "Relever les défis du développement durable et de l'environnement en Afrique".

15. Il a noté les diverses réalisations de l'Afrique et signalé que la crise économique que connaissait la région était le reflet d'une crise du développement à long terme; ce défi avait conduit à la formulation et à la mise en oeuvre de programmes dont le développement durable constituait la priorité la plus élevée. Il a encouragé les pays africains à travailler sans relâche à la réalisation de cet objectif à long terme. En outre, il a recommandé de faire de la CEA, institution multisectorielle et multidisciplinaire, un centre de liaison de l'élaboration de politiques de développement en Afrique et de lui faire jouer un rôle de pivot dans l'assistance à donner aux Etats membres.

Exposé du secrétariat de la CEA sur la justification et le champ d'action de la Conférence [point 4 de l'ordre du jour]

16. Le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE/CE/4 portant sur le thème de la Conférence: "Relever les défis du développement durable et de l'environnement en Afrique". Il a pris note du fait que la Conférence avait été établie par la résolution 757 (XXVIII) du 4 mai 1993 de la Conférence des ministres de la CEA, résolution par laquelle ladite Conférence décidait de la restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission et faisait de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement (CAMSDE) l'une de ses conférences spécialisées. Un Comité ministériel de suivi des Quinze avait également été établi. Le mandat de la Conférence s'inscrivait dans le domaine des activités visant à résoudre les problèmes

de la lutte contre la pauvreté par le développement durable. Il visait à faciliter l'application du programme Action 21 grâce à l'adoption d'une approche globale de l'élaboration de stratégies et de programmes de développement durable fondés sur les liens réciproques existant entre l'agriculture (surtout l'approvisionnement alimentaire, le développement rural et les ressources en eau), la population, l'environnement et les établissements humains. La Conférence devait se réunir tous les quatre ans et le Comité ministériel de suivi des Quinze, tous les deux ans.

17. Rendre la CAMSDE opérationnelle s'inscrivait dans les multiples efforts entrepris par les pays africains en vue de renforcer la coopération régionale, comme prescrit par la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). En mettant en commun leurs ressources dans le cadre d'une approche intégrée de la recherche d'un développement durable et d'une plus grande intégration économique et politique régionale, les pays africains pourraient prendre part aux relations internationales avec de meilleurs résultats et dans une meilleure position concurrentielle. Ces idées étaient soulignées dans le **Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine** et exprimées clairement dans le **Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social de l'Afrique**.

18. En tant qu'organe interministériel délibérant ayant une base large et chargé de l'analyse et des orientations, la CAMSDE devait travailler à partir d'une parfaite compréhension des relations et des processus d'interdépendance existant entre ses organes constituants, depuis le niveau national jusqu'au niveau régional. Étant l'un des organes délibérants de la CEA, elle devait avoir un lien avec les principales organisations intergouvernementales de développement, en particulier avec la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE). Il a été noté que, puisque la CMAE axait ses activités sur la mise en oeuvre des aspects régionaux du programme Action 21 dans la mesure où ils contribuaient au développement durable, elle aurait un rôle clef à jouer dans le cadre de la CAMSDE. Il conviendrait donc de fixer des modalités pour des activités communes, notamment l'organisation de réunions communes qui permettraient d'examiner les programmes respectifs en vue de l'adoption d'une approche coordonnée de la mise au point, de l'application, du suivi et de l'évaluation des programmes.

19. Au cours du débat qui a suivi, certaines délégations ont fait remarquer que le mandat de la Conférence devait être très clairement défini dans le cadre de la rationalisation des institutions au niveau régional, compte tenu de la nécessité de rechercher la rentabilité et la plus grande incidence possible pour l'utilisation des maigres ressources disponibles. Le caractère multisectoriel de la CAMSDE a été noté avec satisfaction : ainsi, cette Conférence serait en mesure d'examiner des problèmes qui ne se limiteraient pas à l'environnement, puisque le développement durable recouvrait tous les aspects de tous les secteurs du développement, dont la transformation devait se faire à l'unisson.

20. Ces délégations ont, en outre, souligné qu'en tant qu'organe ministériel délibérant établi par la Conférence des ministres de la CEA et chargé de mettre au point une approche globale conforme à l'esprit de la CNUED, la CAMSDE devrait avoir des fonctions complémentaires de celles d'institutions déjà existantes.

21. D'autres préoccupations ont également été exprimées faisant observer que la CAMSDE était un organe établi en vertu d'une résolution de la Conférence des ministres de la CEA et qu'une fusion avec un autre organe sans l'approbation préalable de l'instance qui l'avait créée était hors de question. Toutefois, il a été convenu que, puisque les considérations d'ordre écologique faisaient partie intégrante du développement durable, le terme "environnement" pouvait être enlevé du nom de la Conférence. De plus, on éviterait ainsi toute confusion avec la CMAE.

22. Dans ce contexte, plusieurs options ont été proposées par des délégations dans le cadre de la rationalisation des fonctions de ces deux organes, à savoir: a) fusionner la CMAE et la CAMSDE; b) élaborer des modalités de collaboration entre les deux organes, notamment un cadre directif visant à éviter le double emploi dans les activités; c) élargir le mandat de la CMAE de façon qu'il s'étende aux problèmes de développement durable et que sa composition, sa dénomination et son statut juridique soient revus en conséquence; d) enlever à la CAMSDE le volet environnement pour qu'elle centre ses efforts sur le développement durable; e) faire en sorte qu'à l'avenir le secrétariat de la CMAE travaille en étroite coopération avec le secrétariat de la CEA dans le cadre d'un secrétariat conjoint sur les questions de l'environnement et du développement durable. Etant donné le manque de consensus lors des débats et aussi considérant le fait que ces deux organes avaient été créés par des instances de niveau ministériel d'institutions régies par des statuts différents, le Comité est finalement convenu de soumettre cette question à l'examen des ministres pour décision.

23. En vue des opinions divergentes, le sous-comité établi par le Comité d'experts n'a pu soumettre, à la séance plénière, de projet de décision assorti de suggestions pour la résolution du problème.

Evaluation de la mise en oeuvre du programme Action 21 dans le cadre de la Position commune africaine [point 5 a) i) de l'ordre du jour]

24. Le document E/ECA/CAMSDE/CE/9 sur l'évaluation de la mise en oeuvre du programme Action 21 dans le cadre de la Position commune africaine a été examiné par le Comité. Il a été noté que l'évaluation constituait une prise de conscience de l'impact que les Stratégies africaines et la nouvelle orientation de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) avaient eu sur les différentes activités environnementales aux niveaux national, régional et mondial, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités et la sensibilisation à l'environnement. Elle représentait non seulement les activités de la seule CEA mais également celles que cette organisation avait menées conjointement avec d'autres institutions du système des Nations Unies et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.

25. Trois ans après Rio, on ne disposait peut-être pas d'une base quantifiable fiable pour cette opération. Cependant, elle constituait un point de départ pour l'établissement d'un inventaire nécessaire à l'évaluation de l'impact des programmes. Elle constituait également une prise de conscience des divers aspects de la sensibilisation à l'environnement en Afrique.

26. On pouvait identifier une évolution à trois phases des progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du programme Action 21 en Afrique. La première phase avait commencé en mai 1993 avec l'adoption des Stratégies africaines pour la mise en oeuvre du programme Action 21, afin d'harmoniser la Position commune africaine sur l'environnement et le développement d'avant Rio et les résultats de Rio, en particulier le programme Action 21. Vingt-quatre domaines prioritaires de la Position commune africaine avaient été groupés autour de sept domaines essentiels en tenant compte des 40 chapitres du programme Action 21. La deuxième phase avait commencé avec l'adoption de la nouvelle orientation du programme de travail des ministres africains responsables de l'environnement à la cinquantième session de la CMAE tenue en novembre 1993 insistant particulièrement sur les domaines prioritaires identifiés dans les Stratégies africaines pour le programme Action 21. Grâce à cette nouvelle orientation, la CMAE assurerait la direction et l'orientation s'agissant des principaux programmes africains relatifs à l'environnement, notamment les initiatives prévues dans le cadre de la Position commune africaine et des Stratégies africaines pour le programme Action 21. La troisième phase portait sur l'intégration des Stratégies africaines et de la nouvelle orientation de la CMAE dans

le "Programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités essentielles en Afrique", opération entreprise par la CEA dans les Etats membres. Cette opération découlait essentiellement du fait que, outre la commodité de l'analyse, pour qu'elle ait l'incidence voulue dans les secteurs appropriés du développement de l'Afrique, il importait d'établir un ordre des priorités à partir de celles indiquées dans la Position commune africaine. Cet ordre devait signifier la mise en oeuvre, à priori, de ces programmes prioritaires qui favorisaient la mutation, la croissance et le développement dans les autres secteurs.

27. A partir de ce qui précède, l'intégration économique africaine serait renforcée entre les pays et au sein des pays pour avoir un puissant pouvoir de négociation collectif et surmonter les contraintes liées à l'exiguïté du marché. Il convenait de promouvoir un environnement pacifique et favorable et une gestion efficace de l'économie dans un régime démocratique. Les programmes nationaux en matière de population devraient être formulés et mis en oeuvre en même temps que les programmes visant à lutter contre la dégradation de l'environnement et à s'attaquer à d'autres préoccupations telles que la santé et l'éducation.

28. Les Etats membres rencontraient de graves problèmes dans l'exécution des programmes. Ces problèmes survenaient lorsque l'essentiel du financement des programmes était censé provenir des ressources financières nationales. La fourniture de l'assistance technique et le transfert et le partage des données dans le domaine de la science et de la technologie entre le Nord et le Sud auraient lieu dans ce contexte. Cela dépendrait du niveau des intérêts bilatéraux et multilatéraux dans les différents programmes et de la volonté des Etats membres d'y investir. La crise économique et la pauvreté au niveau national avaient rendu difficile la satisfaction des besoins d'investissement pour la mise en oeuvre de nombreux programmes. Elles n'avaient pas facilité la formation de la main-d'oeuvre et la mise en place de capacités institutionnelles ni l'entretien d'une infrastructure qui permettrait à la majorité de la population de bénéficier de ces programmes.

29. Par ailleurs, au paragraphe 105 du rapport présenté par le secrétariat qui faisait des recommandations sur les méthodes novatrices visant à promouvoir la mobilisation des ressources pour le financement du développement durable en Afrique, le Comité a recommandé la nécessité de la prise en compte des structures et des forces de production dont les activités étaient intimement liées à l'environnement et au développement durable.

30. Dans les discussions qui ont suivi, le Comité a signalé que le rapport n'avait pas suffisamment fait ressortir les diverses contraintes rencontrées par les Etats membres telles que les faiblesses d'ordre institutionnel, les contraintes financières. Davantage de détails sur les actions menées au niveau national comme les plans d'action nationaux sur l'environnement et le programme Action 21 au niveau national devraient être mis en relief.

Directives pour le suivi des progrès enregistrés dans le renforcement des capacités de gestion essentielles en vue d'un développement durable [point 5a) ii) de l'ordre du jour]

31. Le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE/CE/7 sur l'examen de la mise en oeuvre du programme Action 21 en Afrique intitulé : Directives pour le suivi des progrès enregistrés dans le renforcement des capacités de gestion essentielles en vue d'un développement durable (projet). Le document a été élaboré dans le cadre des activités entreprises au niveau mondial pour suivre la mise en oeuvre du programme-Action 21 et, plus précisément le programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique. On avait pris l'initiative de mettre l'accent sur la mise en place des capacités parce qu'on s'est rendu compte que les efforts déployés durant les deux

dernières décennies pour mettre l'Afrique sur la voie de la croissance accélérée et du développement durable n'avaient pas donné de résultats en raison de l'absence de mesures systématiques relatives à la mise en place et au renforcement des capacités cruciales nécessaires pour une croissance et un développement durables.

32. Il a été noté que conformément à l'esprit et à l'objet de la Conférence, à savoir adopter l'approche de groupe pour l'élaboration du programme, une approche globale était la réponse. Dans la mise en place de capacités, il était par conséquent tenu compte des aspects humain, institutionnel et infrastructurel qui étaient étroitement liés les uns aux autres. Dans chacun de ces trois domaines, des actions devaient être menées simultanément, reflétant ainsi l'interdépendance et les relations réciproques entre les questions de développement essentielles et les priorités dans les pays africains.

33. La Commission économique pour l'Afrique a pris cette initiative, à la demande des Etats membres afin de fournir un cadre global fondé sur un consensus, qui servirait de base pour des actions portant sur tous les aspects essentiels de la mise en place de capacités aux niveaux national, sous-régional et régional.

34. Les directives proposées pour l'examen de la mise en oeuvre du programme-Action 21 visaient à fournir un cadre pour évaluer en particulier les aspects régionaux du programme au niveau macro-économique. Elles se fondent sur l'adaptation du programme-Action 21 tel qu'adopté par les différentes instances intergouvernementales, en consultation avec des organisations non gouvernementales, notamment sur la Position commune africaine, les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre du programme-Action 21 et les nouvelles orientations de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.

35. Il a également été tenu compte des activités actuellement menées pour la mise au point d'indicateurs du développement durable, dont la coordination est assurée par le Département pour la coordination des politiques et le développement durable (DPCSD) ainsi que de l'évaluation des effets sur l'environnement actuellement entreprise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elles s'inspirent aussi d'autres activités pertinentes entreprises par des organismes du Système des Nations Unies ou d'autres. Les directives ont été importantes en ce qu'elles soulignent à nouveau le rôle crucial de la dimension "environnement" dans la réalisation du développement durable.

36. La gestion durable de l'environnement comporte trois éléments principaux à savoir, la formation et le renforcement du personnel, la capacité institutionnelle et la capacité de mobilisation des ressources financières. L'Afrique doit tirer des enseignements du passé en ce qui concerne la mobilisation et l'utilisation des ressources pour appuyer le développement de la région. Il était essentiel de disposer d'indicateurs et leur élaboration constituait un défi sur le plan scientifique ainsi que sur les plans des politiques tant au niveau national qu'international. Telles sont les questions qu'on a essayé d'examiner dans le projet de document.

37. Au cours du débat qui a suivi, les représentants ont souligné l'importance que revêtaient les directives pour l'évaluation des activités de développement. Il convenait de noter qu'on essayait dans le projet, de faire bien comprendre les questions afin de faciliter les actions interministérielles ainsi que la coopération entre pays africains. Il y avait cependant un certain nombre de questions qui n'avaient pas été examinées comme il se doit ou qui avaient besoin d'être clarifiées telles que l'allocation des ressources et la mesure des indicateurs globaux de la pauvreté et des moyens d'évaluation. Il aurait été utile d'indiquer dans le document certains indicateurs globaux pertinents

ainsi que les initiatives africaines dans ce domaine. Il aurait dû aussi porter sur les travaux menés sur les indicateurs par d'autres institutions, telles que la FAO.

38. Il a également été fait observer que le titre du document laissait à penser que le document traitait des capacités de gestion pour le développement durable alors que celui-ci mettait plutôt l'accent sur la dimension "environnement". Il a été suggéré de régler le problème en changeant le titre du document ou en révisant le document conformément au titre.

39. En approuvant le projet, la réunion a convenu que le document soit révisé de façon à refléter les modifications proposées, qu'il comporte en particulier a) une liste des indicateurs globaux appropriés; b) les moyens d'évaluation; c) les indicateurs pour l'évaluation des effets; et d) un court paragraphe sur les initiatives africaines.

Rapport sur l'exécution du programme de la CEA relatif à l'environnement et au développement durable (1994-1995) [point 5 a) iii) de l'ordre du jour]

40. Le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE.1/95/10 intitulé : "Rapport sur l'exécution du programme de la CEA relatif à l'environnement et au développement en Afrique (1994-1995)". Le rapport découlant de la nécessité pour la Commission de consulter les Etats membres et d'examiner avec eux l'état d'avancement du programme relatif à l'environnement et au développement en Afrique en vue d'assurer leur cohérence et leur complémentarité avec les autres programmes en cours d'exécution aux niveaux national, sous-régional et régional. Ceci faciliterait la coordination et l'harmonisation des mesures en matière d'environnement et de développement durable dans les Etats membres ainsi que la collaboration avec d'autres acteurs au sein et hors du système des Nations Unies, le PNUE en particulier.

41. Le Comité a noté que les activités étaient fondées sur le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 et sur le suivi nécessaire de la CNUED. Il s'est par conséquent penché sur le renforcement des capacités pour les activités de lutte contre la pauvreté grâce au développement durable de même que sur l'application des conclusions de la CNUED, en particulier le programme Action 21, en tenant compte des conditions particulières prévalant en Afrique.

42. Il a également été noté qu'au cours de la période examinée, une coordination et une harmonisation plus grandes étaient assurées pour les activités au titre du programme au sein du secrétariat, afin de promouvoir une synergie active entre le secrétariat et les Etats membres, les grandes organisations régionales et les organismes du système des Nations Unies participant au suivi de la CNUED.

43. Se fondant sur la situation qui prévalait, le secrétariat exécutait le programme de travail de la période biennale 1996-1997, notamment, les activités suivantes visant à promouvoir l'approche africaine concernant les conventions mondiales sur l'environnement et le développement : celles relatives aux changements climatiques, à la désertification et à la diversité biologique en particulier; la poursuite des efforts pour le renforcement des capacités, la mise en valeur des ressources humaines et la création ou le renforcement d'institutions dans le domaine de l'environnement; la mise au point d'outils économiques et l'élaboration de directives y relatives pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement ainsi que le suivi de programmes et activités sous-régionaux et régionaux et des activités d'institutions travaillant dans ce domaine; le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports en ce qui concerne l'impact des politiques et programmes relatifs à l'agriculture et au développement rural, à la population, aux établissements humains, aux ressources en eau, à l'environnement et au

développement; et une sensibilisation accrue à l'importance de l'environnement aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.

44. Au cours du débat qui a suivi, l'attention a été appelée sur l'application de la Convention internationale sur la lutte contre la désertification et la nécessité de mesures urgentes pour l'Afrique. Il a été souligné que ces mesures visaient à permettre à la région de tirer profit de la Convention avant même qu'elle ne soit ratifiée. Les délégations ont été invitées à encourager leurs pays à ratifier la Convention.

Mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable [point 5b) de l'ordre du jour]

45. Le Comité a examiné le document intitulé "Mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable" (E/ECA/CAMSDE.1/95/11). Ce document passait en revue les efforts accomplis par les gouvernements africains pour mettre en oeuvre les recommandations de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) dans les domaines de la population, de la croissance économique soutenue et du développement durable. Les questions traitées dans ce document reposaient sur les analyses contenues dans les documents de travail présentés par les trois équipes d'appui technique du FNUAP basées à Addis-Abeba, Dakar et Harare, et par le CERPOD lors de l'Atelier d'experts et d'ONG sur la mise en oeuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD organisé par le secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 6 au 9 juin 1995. Il a été établi que les pays africains étaient de plus en plus conscients des relations d'interdépendance existant entre population, environnement et développement et que les activités en cours dans le domaine de la population et du développement dans la plupart de ces pays témoignaient de leur disponibilité pour mettre en oeuvre l'une des plus importantes recommandations de la DDN et d'Action 21, à savoir l'intégration des politiques et programmes de population dans les plans nationaux de développement socio-économique.

46. Il a également été souligné que les contraintes enregistrées lors de la mise en oeuvre des politiques et programmes adoptés en Afrique avaient été identifiées, en particulier le faible engagement des dirigeants politiques et religieux, les incidences des programmes d'ajustement structurel dans les Etats membres, l'insuffisance des ressources financières, la faiblesse de la coopération avec les organisations internationales et l'absence de coordination dans les activités avec les partenaires étrangers. Il n'en restait pas moins que les perspectives de mise en oeuvre des recommandations de la DDN s'amélioreraient. Contrairement au Programme d'action de Kilimanjaro, la DDN bénéficierait de suivi à l'échelle régionale conformément aux recommandations du Comité de suivi créé à cet effet. En conséquence, le Comité a invité la CEA à préparer, tous les deux ans, un rapport analytique mettant en relief les facteurs contraignants et proposant les solutions adéquates.

47. Le Comité a en outre noté qu'à la suite des délibérations du Groupe de travail conjoint d'experts et d'ONG sur la mise en oeuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD, la CEA avait élaboré un document d'orientation pour la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor. Ce document précisait à l'intention des Etats membres les modalités d'accélération de la mise en oeuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD en tenant compte de l'expérience tirée de la mise en oeuvre du PAK.

48. Lors du débat qui a suivi, le Comité a souligné le nombre relativement réduit de pays africains cités dans le document. A cet égard, il a été précisé que pour s'en tenir au thème de la conférence, le document s'était limité à la mise en oeuvre des recommandations de la DDN dans les domaines de

la population, de la croissance économique soutenue et du développement durable. Le Comité a demandé qu'une évaluation plus globale de la mise en oeuvre de la DDN soit faite par le secrétariat après la deuxième réunion du Comité de suivi qui doit se tenir au cours du dernier trimestre de 1996. L'évaluation devrait reposer sur l'analyse d'un questionnaire détaillé qui serait transmis à tous les Etats membres de la Commission.

49. Le Comité a en outre fait observer que le "Green Paper" sur la population qui a fait l'objet de débat en Afrique du Sud constituait un bon exemple d'approche intégrée des politiques de population. Ce document serait susceptible de garantir le succès dans la formulation, l'adoption et la mise en oeuvre d'une politique de population compatible avec le développement durable. Le Comité a ensuite approuvé les différentes recommandations figurant dans le document adressé aux Etats membres et à la communauté internationale en vue d'accélérer la mise en oeuvre de la DDN.

Progrès enregistrés dans l'exécution des programmes relatifs à la lutte contre la pauvreté en Afrique
[point 5 c) de l'ordre du jour]

50. Le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE/CE/6, portant sur les progrès faits dans l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté en Afrique. Il a rappelé que dans sa résolution 757 (XXVIII), la Conférence des ministres responsables du développement social et économique et de la planification avait laissé à la CMASDE une certaine souplesse dans la recherche de solutions valables aux défis et aux priorités qui se présenteraient à la région, en particulier à ceux qui avaient trait à la pauvreté et aux problèmes qui lui étaient corollaires.

51. Par ailleurs, le Comité a rappelé que le rapport examiné répondait au mandat donné à la CAMSDE, qui stipulait que l'objectif était d'adopter une approche intégrée de la croissance économique et du développement durable, avec pour principale ligne d'action la lutte contre la pauvreté, et, pour ce faire, de reconnaître la nécessité de renforcer les liens et l'interdépendance entre des secteurs cruciaux tels que le développement agricole et rural et les ressources en eau, la population, le développement social, l'environnement et les établissements humains. Le Comité a fait observer que les différents rapports établis pour la Conférence avaient des liens entre eux et étaient axés sur la recherche d'une plus grande capacité d'auto-assistance et d'autonomie pour la population, en vue de faire disparaître la pauvreté absolue et de réduire la pauvreté dans son ensemble, en s'attachant en particulier à répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de logement, compte tenu de la nécessité d'un développement qui soit durable du point de vue tant économique qu'écologique et des limites de l'environnement ou des ressources naturelles.

52. En outre, il a été fait remarquer que le document portant sur la lutte contre la pauvreté avait été établi conformément au mandat qui prescrivait à la Conférence d'effectuer périodiquement une étude de la pauvreté rurale et urbaine, et notamment de l'action réciproque de cette pauvreté avec la croissance économique, la dynamique de la population, les facteurs écologiques et les établissements humains, et de proposer des politiques de développement permettant de progresser de façon significative dans cette lutte. Par ailleurs, ce rapport visait tout particulièrement à susciter un débat constructif sur la nécessité de mettre au point et d'appliquer de manière effective des stratégies et des programmes de lutte contre la pauvreté sur le plan sous-régional et régional et de procéder à des échanges de données d'expérience.

53. Le Comité a précisé qu'aujourd'hui, pour un nombre croissant de ménages africains, urbains et ruraux, l'unique préoccupation était de pourvoir **au jour le jour** aux besoins alimentaires minimaux et que le nombre de ménages ruraux connaissant l'insécurité alimentaire augmentait parce que les

conflits (politiques ou économiques), la sécheresse et d'autres catastrophes causées par l'homme ou naturelles **minaient progressivement les bases de leur sécurité alimentaire**. Si rien n'était fait pour combattre les tendances actuelles, plus de 265 millions d'Africains entameraient le XXI^e dans des conditions de pauvreté et l'Afrique compterait 30% des pauvres du monde.

54. Le Comité a pris acte de l'engagement pris par la communauté internationale de prévoir une instance pour sensibiliser le monde dans son ensemble et faire prendre conscience de la crise alimentaire et de la pauvreté que l'humanité risque de connaître à l'entrée dans le XXI^e siècle, en organisant une série de sommets mondiaux consacrés notamment aux questions sociales, aux problèmes écologiques planétaires et à la condition de la femme, le prochain devant être consacré aux questions de sécurité alimentaire.

55. Toutefois, il s'est posé la question fondamentale de savoir suivant quelles modalités différentes travailler pour faire en sorte que tous ces sommets mondiaux, réunions à haut niveau, réunions d'experts - y compris la présente réunion - puissent non seulement contribuer à une sensibilisation à l'échelle mondiale mais également se traduire par des incidences mesurables, prenant la forme de réductions de la pauvreté absolue et de l'insécurité alimentaire chronique qui résulteraient d'actions concrètes à délai délimité faisant suite aux innombrables déclarations d'intention, résolutions et programmes d'action relatifs à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

56. A cet égard, le Comité a reconnu que le défi qu'il se devait de relever consistait à faire en sorte que les programmes d'action et les déclarations de politique générale soient traduits en objectifs réalisables à délai déterminé pour réduire la pauvreté absolue, alléger la pauvreté globale, faire évoluer favorablement l'insécurité alimentaire et empêcher dans la mesure du possible que la sécurité alimentaire marginale ne devienne une insécurité alimentaire, et ce dans le cadre d'efforts sans risque pour l'environnement. Pour faire face à ce défi, le Comité estimait que les mesures devraient viser à mettre en place et à maintenir les conditions propices pour que ces ménages, qui vivaient dans l'insécurité alimentaire ou qui y étaient exposés, puissent créer les moyens nécessaires à leur auto-assistance et leur autosuffisance afin de résoudre de manière durable leurs problèmes alimentaires, à condition que les objectifs définis en matière de développement durable soient réalisés, sans risque pour l'environnement et dans le cadre de la Communauté économique africaine.

57. Le Comité a ensuite pris note des initiatives de la nouvelle direction de la CEA, dans ses efforts de restructuration pour mieux servir l'Afrique, consistant à choisir comme un des cinq domaines stratégiques de son action en faveur du développement de l'Afrique, le domaine difficile de la sécurité alimentaire et du développement durable. Ce choix était considéré comme opportun et approprié. Ainsi, avec la Conférence des ministres africains sur le développement durable et l'environnement, la CEA pourrait mieux répondre à la demande des Etats membres aux niveaux national et sous-régional pour ce qui était de traduire dans la réalité les programmes d'action relatifs à la pauvreté et à la sécurité alimentaire tout en servant d'instance idéale pour l'examen des progrès réalisés.

58. Le Comité s'est félicité des mesures prises par la CEA pour mettre au point le concept d'interdépendance entre sécurité alimentaire, population et environnement. Ceci permettrait d'orienter de manière appropriée les actions entreprises en faveur de la sécurité alimentaire, de l'allègement de la pauvreté et du développement durable des pays africains, pris individuellement et collectivement, et ce dans le respect de l'environnement.

59. Le Comité a examiné la pertinence et les aspects caractéristiques du concept élargi de sécurité alimentaire tel que défini pour l'Afrique et élaboré par la CEA, en vertu duquel il a été rappelé que

L'objectif de la sécurité alimentaire visait à faire en sorte que toute personne ait un accès physique, économique et durable aux denrées alimentaires dont elle avait besoin, sur la base de mesures accrues en matière d'autosuffisance au niveau des ménages et au niveau national, et dans le cadre des grands groupements économiques sous-régionaux et de la Communauté économique africaine. Il s'est félicité du fait que la notion d'autosuffisance accrue aux niveaux des ménages, de la nation, de la sous-région et régional et de durabilité du point de vue écologique aient bénéficié d'une plus grande attention dans cette version reformulée à l'intention de l'Afrique, particulièrement dans une période où le climat socio-économique international était en fait très peu favorable.

60. Le Comité s'est, en particulier, référé aux négociations commerciales récemment achevées du Cycle d'Uruguay qui pourraient avoir des répercussions négatives sur la situation en matière de sécurité alimentaire en Afrique et accroître la vulnérabilité de la population dans ce domaine dans la mesure où le coût des importations alimentaires augmenterait considérablement tandis que les recettes d'exportation des produits agricoles diminueraient. En effet, il a noté que les prix des denrées alimentaires accusaient une hausse sur le marché mondial du fait de la réduction des subventions à la production et à l'exportation dans les principaux pays exportateurs de ces denrées et que les recettes d'exportation de l'Afrique accusaient une baisse en raison des changements dans le traitement préférentiel dont bénéficiaient les produits agricoles africains. Ce facteur, a-t-il souligné, influait directement sur la **validité et l'efficacité** de la stratégie en vigueur dans de nombreux pays africains, qui consistait à promouvoir la production de cultures de rente ou d'exportation et à utiliser les recettes d'exportation pour importer des denrées alimentaires abordables au reste du monde. En outre, le comité a relevé la contradiction à laquelle faisaient face les Etats dans l'application de leurs politiques de réformes macro-économiques (PAS), et la mise au point de politiques de développement agricole qui garantissent la sécurité alimentaire, notamment au niveau des ménages ruraux. Particulièrement exigeante à cet égard était la facilitation de l'accès aux intrants modernes (subventions).

61. Le Comité s'est dit préoccupé par le fait que la poursuite des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté absolue se ferait peut-être au détriment du développement durable et de l'environnement. Il a été noté que tout devrait être mis en œuvre pour mettre en place des filets de sécurité pour les couches pauvres de la population auxquelles les classes aisées de la société préféraient donner de l'aumône sous forme de denrées alimentaires plutôt que d'essayer de développer chez elles le sens de l'effort personnel et de l'autosuffisance pour satisfaire leurs besoins en matière de sécurité alimentaire. Il a également été souligné que des règles et des règlements devraient être promulgués pour réduire le risque de surexploitation des ressources naturelles par les pauvres qui, dans certains pays, tiraient plus de 80% de leur nourriture de ces sources, et mettent au point de technologies communautaires afin d'assurer, dans le respect de l'environnement, une exploitation optimale des ressources naturelles.

62. Le Comité s'est penché sur le dilemme rencontré par la plupart des conseillers politiques africains, à savoir comment répartir les ressources rares (exemple portant sur un montant de 200 dollars) entre des activités rivales (satisfaire les besoins alimentaires fondamentaux, gérer la population, opérer dans le respect de l'environnement, assurer la planification adéquate des établissements humains) qui avaient toutes des conséquences sur l'objectif fondamental de réduction de la pauvreté absolue ou de l'insécurité alimentaire chronique, surtout dans un environnement socio-économique national et international peu favorable et peut-être peu propice au développement durable et autonome et à la coopération économique.

63. Le Comité s'est félicité des mesures prises à la CEA pour mettre en place un cadre stratégique (avec cinq piliers relatifs aux aspects conceptuel, institutionnel, organisationnel, logique et analytique)

et des instruments de planification et de gestion stratégiques en vue d'améliorer les capacités locales des Etats membres aux niveaux national et sous-régional pour l'analyse et la gestion des politiques nécessaires si l'on voulait s'attaquer aux questions globales. Cela favoriserait, selon lui, la capacité des analystes politiques africains à développer des avantages productifs entre des objectifs concurrents et parfois conflictuels et à adopter une approche globale des questions intégrées dans des cadres institutionnels et organisationnels appropriés aux niveaux national et sous-régional.

64. Le Comité a prévenu qu'en dépit du fait qu'une croissance rapide de la population constituait un sérieux obstacle à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté ainsi que de conservation de l'environnement et des ressources naturelles, la baisse de la population ne devrait pas être privilégiée comme moyen de résoudre les problèmes de pauvreté, de sécurité alimentaire et d'environnement, des mesures devant plutôt être prises afin de transformer notre population jeune et pleine d'avenir en atout précieux et productif pour assurer le développement durable et autosuffisant. A cette fin, il a particulièrement souligné la nécessité de renforcer les secteurs des services, en particulier l'éducation, la santé, le développement de la science et de la technique, l'élargissement et la consolidation de la coopération sous-régionale et régionale et l'amélioration de la condition de la femme dans le développement.

65. Après des échanges fructueux portant sur les bonnes et les mauvaises méthodes appliquées par les pays pour résoudre les problèmes de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de l'environnement, le Comité a souligné la complexité des questions relatives au développement durable et à l'environnement, la lutte contre la pauvreté étant au centre des préoccupations. Il a également mis l'accent sur les implications des défis du développement durable pour la gestion et l'analyse des politiques et a reconnu la nécessité urgente d'un système de gestion ou de méthodes d'analyse appropriées.

66. Il a ensuite recommandé que la CEA noue des alliances stratégiques avec d'autres partenaires et prenne des mesures urgentes pour renforcer la capacité des analystes économiques et politiques en adoptant l'approche globale existant dans la corrélation entre la sécurité alimentaire, la population et l'environnement comme cadre d'analyse afin que les responsables africains, à titre individuel et collectif, puissent prendre des décisions judicieuses pour développer et maintenir un environnement propice et utiliser de façon optimale les immenses ressources humaines et naturelles, l'objectif fondamental étant de faire en sorte qu'un nombre croissant d'Africains entrent dans le XXe siècle avec plus d'espoir que de désespoir.

Promotion des aliments non traditionnels comme source durable d'aliments pour les populations pauvres vulnérables [point 5 d) de l'ordre du jour]

67. Un résumé de la présentation du rapport sur la promotion des aliments traditionnels non conventionnels comme source durable d'aliments pour les populations pauvres vulnérables E/ECA/CAMSDE/CE/8 a été présenté au Comité. L'importance des aliments traditionnels non conventionnels (ATNC) dans la réalisation des objectifs de la sécurité alimentaire notamment pour les populations pauvres des zones rurales, d'une part, ainsi que des conséquences néfastes de leur exploitation désordonnée et abusive sur l'environnement, d'autre part, a été soulignée. Il a été indiqué que le concept d'aliment non conventionnel tel qu'il avait été utilisé dans le rapport se référait en général à ce qui était considéré comme "habituel", "normal", c'est-à-dire des aliments connus et acceptés comme tels dans le contexte des modèles de consommation existant dans un pays ou dans une communauté donnée.

68. Le rapport passait en revue brièvement dans le chapitre 2 quelques aliments non conventionnels avec un accent particulier sur leur valeur nutritionnelle et leur complémentarité aux aliments classiques ou conventionnels dans la réalisation des objectifs de la sécurité alimentaire surtout au niveau des ménages ruraux. Les contraintes majeures pesant sur leur exploitation optimale étaient aussi analysées dans le rapport ainsi que les efforts de recherche déjà entrepris dans certains pays pour la promotion de cette filière. Il a été noté que d'une façon générale, les ressources alimentaires dites non conventionnelles étaient exclues des bilans et statistiques alimentaires parce qu'elles échappaient au contrôle, étant situées dans un circuit difficilement quantifiable et étant aussi qualifiées de marginales.

69. Compte tenu du potentiel important des aliments traditionnels non conventionnels comme source de diversification et d'élargissement de la base d'alimentation en Afrique, un accent particulier a été mis sur la promotion de la recherche sur les ATNC. Il a donc été recommandé la mise en place d'un réseau d'information et de recherche sur les ATNC pour d'une part assurer leur exploitation rationnelle et dans les limites de l'environnement et pour contribuer de façon optimale à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté notamment dans les zones rurales.

70. Le secrétariat a informé le Comité qu'une réunion technique des experts en matière des ATNC sera financée par la CEA en novembre 1996 au cours de laquelle les statuts du réseau seront examinés et approuvés. Aussi, le réseau sera mis en place officiellement. Un appel a été lancé pour que les Etats concernés par les ATNC soient présents à cette réunion inaugurale de novembre.

71. Au cours des discussions, le Comité a souligné l'importance des ATNC dans l'économie des ménages tant au niveau rural qu'urbain. Le Comité a pris note de l'intention du Mali de partager son expérience sur l'utilisation des produits de cueillette (traditionnels) au tour des forêts classées de Sikasso et de Bamako. Le projet est exécuté avec le concours de la FAO.

72. Le concept des ATNC a été débattu et certains membres du Comité se sont demandés si la notion de ressources sous-utilisées n'était pas plus appropriée que celle des ATNC. Aussi, le Comité s'est interrogé sur le mandat du futur réseau tant la population des ressources traditionnelles et non conventionnelles est large et variée.

73. Le Comité a ajourné les discussions jusqu'en novembre, lorsque les experts habilités se réuniraient pour discuter du réseau.

74. Le Comité a apprécié l'initiative de la CEA pour la mise en place d'un réseau d'information et de recherche tout en mettant l'accent sur l'utilisation optimale et l'amélioration des technologies disponibles au niveau des communautés locales, bénéficiaires des résultats de la recherche.

Formulation et application de politiques en matière d'établissements humains en vue d'atténuer les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines dans les pays africains [point 5 e) de l'ordre du jour]

75. Au titre de ce point, le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE/CE/12 qui portait sur les politiques tendant à atténuer les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines dans les pays africains, dans le contexte du programme Action 21 de la CNUED.

76. Le Comité a fait observer que la plupart des pays africains n'avaient pas adopté une approche intégrée de la planification des établissements humains dans le cadre du développement socio-économique global et n'étaient pas dotés de l'autorité administrative nécessaire pour formuler et

coordonner des projets intersectoriels. Sans des liens adéquats entre secteurs et entre zones urbaines et zones rurales, les plans de développement avaient entraîné de graves lacunes dans le développement des établissements humains dans certains pays africains. Les problèmes en matière d'établissements humain étaient aggravés par la forte croissance démographique et l'ampleur de l'exode rural.

77. Le Comité a estimé que, pour parvenir à la viabilité des établissements humains du point de vue écologique, il faudrait donner à ces derniers la valeur voulue et les soutenir. Les pays africains devraient adopter un système intégré de planification en milieu urbain et rural prévoyant des possibilités et des services destinés tant aux zones urbaines qu'aux zones rurales. C'était ainsi qu'on contribuerait à contenir la migration des campagnes vers les villes. Les politiques et programmes de développement durable des zones rurales qui tenaient compte de ces zones dans l'économie nationale nécessitaient de solides institutions locales et nationales pour une planification et une gestion des établissements humains mettant l'accent sur les liens entre zones rurales et zones urbaines et considérant, en matière d'établissements humains, les villages et les villes comme deux extrémités d'un même élément.

78. Il a été fait remarquer que, pour promouvoir le développement durable des établissements ruraux et réduire la migration des campagnes vers les villes, les gouvernements aux niveaux appropriés, notamment les autorités locales, devraient : a) favoriser une participation active de l'ensemble des parties prenantes à l'effort tendant à garantir une prise en compte intégrée des objectifs environnementaux, sociaux et économiques des activités de développement rural; b) prendre des mesures appropriées pour améliorer les conditions de vie et de travail dans les centres urbains régionaux, les petites villes et les centres de services ruraux; c) mettre en place l'infrastructure, des services et des mesures d'incitation pour l'investissement en milieu rural; d) promouvoir un système agricole diversifié et écologiquement rationnel afin de rendre les collectivités rurales dynamiques; et e) encourager l'éducation et la formation dans les zones rurales afin de faciliter la création d'emplois et l'utilisation des technologies appropriées.

79. Il a été recommandé de centrer l'action sur la mobilisation de ressources au plan intérieur comme extérieur, et cette mesure était à incorporer dans le programme d'action global des gouvernements touchant divers niveaux afin de promouvoir la viabilité des établissements humains.

80. Le Comité a fait observer que les meilleures méthodes du Sénégal n'avaient pas été incluses au moment de la rédaction du rapport.

Mise en oeuvre du plan d'action contenu dans la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 [point 5 f) de l'ordre du jour]

81. Le Comité a examiné le document E/ECA/CAMSDE/CE/13 approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 42/191 qui passait en revue la situation globale et donnait des lignes directrices pour aider l'ensemble des pays à formuler de nouvelles politiques. Les objectifs consistaient à fournir un logement décent à tous d'ici à l'an 2000, à provoquer la prise de mesures concertées par les secteurs public et privé responsables et à communiquer la méthode propre à faciliter les choses par la planification stratégique. La stratégie posait le problème global du logement et, compte tenu des différentes solutions présentées, proposait que des mesures soient prises à trois niveaux : niveaux politique, socio-économique et technique.

82. Le Comité a noté que dans les dernières années du XXe siècle, nombre de pays étaient toujours loin de pouvoir répondre aux besoins en matière d'habitat et de services, et ce malgré les efforts faits par les gouvernements et les organisations internationales comme indiqué dans le rapport.

83. Il a fait observer que les lignes directrices pour l'action nationale comme c'était défini dans la Stratégie mondiale du logement s'articulaient sur la réorganisation du secteur de l'habitat, la mobilisation et l'affectation des ressources financières pour la construction d'habitations et l'amélioration des biens immobiliers. Les pays africains avaient tous adopté des politiques de l'habitat, mais l'écart restait grand entre l'offre et la demande en dépit des multiples efforts déployés.

84. En passant en revue les problèmes rencontrés dans l'application de la stratégie mondiale de l'habitat, le Comité a noté les principaux problèmes ci-après : difficultés pour appliquer des politiques d'aménagement du territoire; politiques de gestion des terres; difficultés pour promouvoir les matériaux de construction locaux; difficultés pour mobiliser les ressources financières pour les programmes d'habitat; et problèmes juridiques et institutionnels.

85. Il a également précisé que les lignes directrices pour la formulation de politiques et programmes tendant à améliorer la situation concernant l'habitat portaient sur la planification démographique, l'augmentation au niveau national de la productivité et du revenu; l'accroissement de la formation de capital dans le domaine de l'habitat; les facilités de crédit pour le secteur de l'habitat et la réduction des coûts de construction des habitations.

86. Le Comité a en outre pris note de l'expérience de divers pays dans les domaines suivants : politique du logement; mesures prises dans l'application de la Stratégie mondiale du logement; financement de l'habitat; promotion de matériaux de construction produits sur place et mesures de protection de l'environnement. Certaines informations n'étant pas disponibles lors de la rédaction du rapport par le secrétariat, l'expérience de certains pays n'était pas prise en compte dans le document. Il a été déclaré que le financement de l'habitat au Rwanda revêtait de l'importance pour la reconstruction du pays aussi bien que d'autres victimes de catastrophes naturelles. Le financement de l'habitat devrait donc demeurer une priorité pour les organismes de financement.

Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) -

87. La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) devra traiter des questions et problèmes pressants concernant les établissements humains dans le contexte global des objectifs du développement durable. A long terme, cela aura pour effet de stopper la dégradation des conditions d'établissement humain à l'échelle mondiale et, finalement, de créer les conditions d'amélioration du cadre de vie de toutes les populations de façon durable, en veillant particulièrement aux besoins et à la contribution des femmes et des groupes sociaux vulnérables dont le cadre de vie et la participation au développement ont été affectés par l'exclusion et l'inégalité qui, d'une façon générale, frappent les pauvres.

88. La Conférence adoptera une Déclaration générale de principes et d'engagements et formulera un Plan d'action mondial permettant d'orienter, aux niveaux national et international, les efforts à accomplir au cours des deux premières décennies du siècle prochain.

89. De plus, l'Assemblée générale a affirmé que la Conférence devrait examiner les tendances marquant les politiques mises en oeuvre dans le domaine des établissements humains et les programmes de mise en oeuvre des recommandations adoptées lors de la première Conférence des Nations Unies

sur les établissements humains, tenue à Vancouver (Canada) en 1976, et procéder à un examen à mi-parcours de la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000.

90. L'Assemblée générale a demandé à la Conférence d'examiner la mise en oeuvre du programme-Action 21 relatif aux établissements humains et également d'examiner les tendances mondiales actuelles en matière de développement économique et social en relation avec les établissements humains et d'élaborer des recommandations en vue d'actions futures aux niveaux national et international.

91. Conformément à la décision de la première session de fond du Comité préparatoire pour Habitat II (tenue en avril 1994 à Genève), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) s'est vue attribuer un rôle important au niveau régional dans le processus préparatoire. A cet égard, la CEA a coordonné et facilité les activités régionales au nombre desquelles figure la tenue de réunions régionales, et permis aux Etats membres dont les capacités institutionnelles et financières sont limitées, de participer pleinement à ce processus. Dans le cadre de ce mandat, des missions consultatives ont été dépêchées dans dix pays africains en vue d'aider les comités nationaux de ces pays à élaborer les rapports nationaux pour Habitat II. Tous ces efforts ont été faits en vue d'élaborer une position africaine sur les établissements humains dans la perspective de la réunion d'Istanbul.

92. En outre, à l'instar d'autres commissions économiques régionales, la CEA présenterait un rapport régional sur la situation des établissements humains en Afrique, et le Rapport/l'Atlas continental de l'habitat dans le cadre de sa contribution à Habitat II. Ces rapports traiteraient des défis, des préoccupations et des difficultés majeurs et formuleraient une perception viable en matière d'établissements humains et de logement pour tous en Afrique.

93. Parallèlement à la coordination des activités régionales, la CEA coordonnait les préparatifs de toutes les autres commissions régionales avant, pendant et après Habitat II. La Commission a élaboré, en consultation avec la Commission économique pour l'Europe, la CESAP, la CEPALC et la CESAO : i) "une note du Secrétaire général transmettant le rapport des commissions régionales sur les préparatifs de la Conférence au niveau régional" et ii) "Observations sur le projet de Plan d'action mondial". Ces observations concernaient la position régionale commune qui prévoyait un rôle pour les commissions régionales dans les activités visant à promouvoir la mise en oeuvre des conclusions de la Conférence aux niveaux national et régional, de suivre les plans d'action nationaux et régionaux et de rendre compte au Conseil économique et social. Il est également proposé que les Commissions régionales jouent, dans le cadre de leur mandat, un rôle de catalyseur en matière de coopération et de coordination internationales en vue de renforcer les activités régionales dans le domaine des établissements humains, susceptibles de promouvoir une meilleure utilisation des ressources et d'accélérer le développement économique et social durable.

94. Le Plan d'action régional de la CEA sur l'habitat devrait jouer un rôle crucial de catalyseur dans l'amélioration de la qualité sur le plan social, économique et environnemental des établissements humains et celle des conditions de vie et de travail de toutes les populations, en particulier les pauvres des zones urbaines et rurales d'Afrique.

95. Le Plan d'action régional (PAR) devrait être le mécanisme principal grâce auquel la CEA devrait tenter de réaliser l'objectif susmentionné. Le PAR serait fondé sur la Position commune africaine et sur les plans d'action nationaux (PAN) qui seraient pour orienter les efforts nationaux et régionaux au cours des deux premières décennies du siècle prochain, dans le cadre du Plan d'action mondial.

Préparatifs de la session extraordinaire de 1997 de l'Assemblée générale sur l'examen et l'évaluation d'ensemble du programme Action 21 [point 6 de l'ordre du jour]

96. Le Comité a considéré le point de l'ordre du jour sur les préparatifs de la session extraordinaire de 1997 de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'examen et l'évaluation d'ensemble du programme Action 21 de la Commission du développement durable. La prochaine session de la Commission serait consacrée à l'examen des questions devant figurer à l'ordre du jour : a) l'évaluation globale des progrès réalisés à tous les niveaux de la mise en oeuvre du programme Action 21 et d'autres programmes de la CNUED; b) l'évaluation concise des progrès enregistrés dans des domaines spécifiques sectoriels et intersectoriels; c) les rapports nationaux présentant de façon concise les progrès réalisés et les difficultés rencontrées au niveau national; d) des recommandations pour les actions et priorités futures; e) les tendances et questions principales et nouvelles, y compris les conséquences sur l'environnement d'activités particulièrement dangereuses; f) des recommandations sur le rôle futur de la Commission.

97. Les discussions intergouvernementales initiales de fond sur l'issue possible de la session extraordinaire auraient lieu en mai 1996 lors de la réunion ministérielle de la Commission. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies préparait actuellement un rapport exhaustif pour cette session de la Commission à laquelle participe la CEA.

98. En outre, on estimait nécessaire d'aller au-delà de l'établissement de liens et d'une coopération étroite avec les commissions régionales de l'ONU, les bureaux régionaux du PNUE et les banques régionales de développement. De même, des relations de coopération avec des organismes régionaux oeuvrant sous les auspices des différentes institutions de l'ONU devaient être établies. Dans ce contexte, les institutions et les mécanismes de coordination à l'échelle régionale étaient invités à : a) dresser, là où cela serait nécessaire, un inventaire de toutes les activités régionales menées dans le domaine du développement durable sous les auspices ou avec la participation des organismes de l'ONU; b) essayer d'identifier, en particulier dans le contexte de l'examen de 1997, les questions et priorités liées au développement durable qui pouvaient être traitées de façon plus efficace au niveau régional plutôt qu'aux niveaux mondial ou national.

99. Pour l'Afrique, cette Conférence souhaiterait peut-être examiner les stratégies d'élargissement de la participation de l'Afrique par: i) l'identification, en particulier dans le contexte de l'examen de 1997, des questions et priorités liées au développement durable qui pouvaient être traitées de façon plus efficace au niveau régional plutôt qu'aux niveaux mondial ou national; ii) l'établissement, là où cela serait nécessaire, d'un inventaire de toutes les activités régionales menées dans le domaine du développement durable sous les auspices ou avec la participation des organismes de l'ONU; iii) la définition des tendances et questions principales et nouvelles, y compris les conséquences sur l'environnement d'activités particulièrement dangereuses; iv) des recommandations sur les actions et priorités futures, par exemple la question des engagements financiers pris à Rio, l'accès au Fonds pour l'environnement mondial (FEM); et v) des recommandations sur le rôle futur de la Commission. Toutes ces questions devaient figurer à l'ordre du jour de la réunion conjointe du Comité ministériel de suivi des Quinze et de la CMAE devant se tenir à Dakar en 1997.

100. Un représentant a demandé que la question des mécanismes financiers dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification soit examinée et incluse à l'ordre du jour des préparatifs pour l'Afrique. Des informations ont été données sur cette question. Il a été convenu qu'elle figurerait à l'ordre du jour.

Questions diverses [point 7 de l'ordre du jour]

101. Il n'y a pas eu de questions diverses.

Adoption du rapport de la réunion [point 8 de l'ordre du jour]

102. Le Comité a adopté le rapport avec les amendements.

Clôture de la réunion [point 9 de l'ordre du jour]

103. Le Président, dans son intervention de clôture, s'est félicité du débat judicieux et animé qui avait caractérisé la réunion des experts et a formulé l'espoir que les pays appliqueraient vigoureusement des politiques pour le développement durable et accompliraient des progrès décisifs dans l'élimination de la pauvreté. Il a remercié tous les participants pour leurs contributions et a marqué sa reconnaissance pour les services efficaces assurés par le secrétariat.

